



Monsieur Claude Wiseler
Président de la
Chambre des Député.e.s
Luxembourg

Luxembourg, le 16 juillet 2024

Monsieur le Président,

Par la présente, je me permets de poser une question à **Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** concernant la **présence luxembourgeoise aux conseils informels de l'UE pendant la présidence hongroise**.

Depuis le 1^{er} juillet 2024, la Hongrie assure la présidence du Conseil européen. Dans ce contexte, le Premier ministre hongrois, Victor Orban a récemment visité Moscou et Pékin ainsi que le candidat républicain probable aux présidentielles américaines, Donald Trump. Basées sur une démarche unilatérale, ces visites ont été perçues par bon nombre de gouvernements comme une rupture de la solidarité européenne, en particulier vis-à-vis des sanctions contre la Russie et la position collective de l'UE sur les droits humains en Chine. C'est sur base de cette même logique que la Commission européenne vient d'annoncer diverses mesures. Ainsi, sa visite traditionnelle du pays assurant la présidence du Conseil, prévue à Budapest vers la fin de l'été, vient d'être annulée. De même, la présidente de la Commission a décidé que celle-ci ne sera représentée qu'au niveau des hauts fonctionnaires lors des réunions informelles du Conseil à venir.

Alors qu'ils ont déjà clarifié que Victor Orban n'était pas mandaté à les représenter lors des visites susvisées, il paraît qu'à l'heure actuelle un certain nombre de gouvernements européens sont en train d'évaluer leurs réactions aux démarches du Premier ministre hongrois. Ainsi, divers articles de presse relatent que des pays baltes et nordiques compteraient désormais envoyer uniquement des fonctionnaires de rang moyen aux conseils informels de l'UE.

Interpellé au sujet du Premier ministre hongrois par le passé, Monsieur le Premier ministre a estimé, notamment envers le magazine Politico, qu'il fallait privilégier le dialogue avec Victor Orban et « accepter les différents points de vue »¹. Il est à noter que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur avait pris ses distances par rapport à ce positionnement.²

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes :

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant les visites susvisées du Premier ministre hongrois ?

¹ Politico, 16.01.2024. <https://www.politico.eu/article/luxembourg-prime-minister-luc-frieden-hungary-viktor-orban-eu/>.

² Luxemburger Wort, 29.01.2024. <https://www.wort.lu/politik/luc-frieden-will-doch-kein-orban-fluesterer-sein/7699700.html>.

2. Quelle est la position du Gouvernement concernant les réactions annoncées par la Commission européenne ?
3. Dorénavant et pour la durée de la présidence hongroise, le Gouvernement sera-t-il représenté par ses ministres lors des conseils informels, ou enverra-t-il uniquement des fonctionnaires ?
4. Qu'en est-il notamment du conseil informel des ministres aux affaires étrangères et à la défense qui se tiendra fin août à Budapest et pour lequel certains gouvernements ont déjà annoncé qu'ils n'enverront pas de ministres ?

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal stroke and a small upward flick.

Sam TANSON
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Réponse du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur à la question parlementaire n° 1012 du 16 juillet 2024 de Madame la Députée Sam Tanson.

Le Premier ministre hongrois a agi sans mandat du Conseil européen. Par conséquent, les visites mentionnées sont à considérer comme visites bilatérales hongroises.

Le Gouvernement luxembourgeois favorise toujours le dialogue dans les relations diplomatiques, y compris sur des points controversés. Il s'agit d'une valeur fondamentale de l'Union européenne.

Par conséquent, le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu d'assister aux conseils des ministres et d'y exprimer la position luxembourgeoise au niveau politique. Ainsi, les ministres luxembourgeois continueront de participer, en fonction de leur agenda, à toutes les réunions et conseils sous Présidence hongroise.

Luxembourg, le 17 juillet 2024.

Le Premier ministre,

(s.) Luc FRIEDEN